



## Communiqué de l'ensemble des organisations syndicales SUD, CFDT, CGT, CFTC, FAPT, CFE-CGC, UNSA et FO du Département du Nord

L'intersyndicale SUD, CFDT, CGT, CFTC, FAFPT, CFE-CGC, UNSA et FO a pris connaissance du communiqué émis au nom des conseillères et conseillers départementaux de la majorité en réponse à la tribune publiée fin de matinée ce mardi 11 février 2025.

Nous sommes particulièrement consterné-es par le ton et le contenu employé. La réactivité presque « réflexe » de la publication de ce texte s'apparente à une réponse automatique désincarnée et déconnectée des réalités.

Ce communiqué aligne des slogans incantatoires et des éléments de langage éculés qui tentent de décrire une réalité totalement différente de celle vécue quotidiennement par l'ensemble des agentes et agents départementaux que nous représentons.

Une fois encore, on assiste ici à un renversement des responsabilités. La victime, ce serait lui, victime d' « *acharnement* », d'agressions et de violences ?! En affirmant que leur président « *est la cible d'attaques politiques et personnelles* », le communiqué des élu-es du groupe UPN désignent clairement les agent-es de la collectivité et nous, organisations syndicales, leurs représentant-es, comme les agresseurs.

Visiblement dans ce discours, le président de la collectivité, C. Poiret, et ses collègues de la majorité semblent les seul-es capables de discernement et donc seul-es capables de « *rétablir la vérité* »... leur vérité, et ceci contre l'évidence des faits.

Ce communiqué entend redéfinir les contours de la fonction des représentant-es du personnel et leur imposer des limites, considérant notre tribune illégitime. Nous sommes pourtant dans notre rôle d'organisations syndicales dès lors que nous agissons ni plus ni moins en défense de nos collègues et de nos missions de service public.

Aucun mot pour les victimes réelles :

- Aucun mot à l'endroit de nos collègues agressé-es directement le 24 janvier dernier à Tétéghem.
- Aucun mot à l'endroit des agent-es de la collectivité qui exercent quotidiennement en contact avec les habitant-es leurs missions de service public en « *mode dégradé* ».
- Aucun mot pour celles et ceux, nombreux-ses qui tombent malades et/ou souffrent en silence sur leur poste de travail.
- Aucun mot, enfin, pour les populations qui subissent les effets des choix financiers et politiques de l'exécutif départemental actuel.

Nous prenons acte de l'expression de « *soutien indéfectible* » de ce communiqué vis à vis du président du Département du Nord. Nous le regrettons profondément et comptons sur le fait qu'il ne s'agisse, peut-être, que d'une réponse précipitée.

Lille, le 12 février 2025